

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'Environnement

2008 /ICPE/029

98-0263

A R R E T E

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du mérite

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R. 511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;

VU les actes administratifs délivrés à l'EARL STEVI concernant un élevage avicole situé à LEGE, 1 la Gaillardière (ancien lieu-dit « la Garrelière ») ;

VU le bilan décennal présenté par l'EARL STEVI ;

VU le rapport du directeur départemental des services vétérinaires en date du 15 novembre 2007 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 13 décembre 2007 ;

VU le projet d'arrêté transmis à l'EARL STEVI en application de l'article R. 512-26 du code de l'environnement en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

EN l'absence de réponse de l'EARL STEVI ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par l'article L 511-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRETE

Article 1 : L'EARL STEVI est autorisée à poursuivre l'exploitation d'un élevage de 70000 animaux-équivalents volailles au lieu-dit "la Gaillardière" sur la commune de LEGE (44650).

Cet élevage est rangé parmi les installations soumises à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature.

Article 2 : L'élevage est implanté et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation au lieu-dit "la Gaillardière", commune de LEGE.

Article 3 : L'exploitation de l'élevage se fait au sol sur litière.

Article 4 : Les murs et cloisons des bâtiments sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Article 5 : **Approvisionnement en eau - Entretien des bâtiments et du matériel :**

Au niveau de l'établissement, il y a de l'eau sous pression en quantité suffisante. Un compteur d'eau volumétrique sera installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

L'approvisionnement en eau est réalisé à partir d'un puits dont la qualité chimique et bactériologique est contrôlée une fois par an.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes et susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées vers une installation de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Les eaux usées issues des toilettes, des lavabos et des douches du poulailler hébergeant les volailles sont raccordées à un système d'assainissement autonome.

Les eaux pluviales non polluées ne sont pas mélangées aux eaux résiduaires et aux effluents d'élevage et sont évacuées vers le milieu naturel.

Toute communication entre le réseau d'eau potable et tout autre réseau d'eau, même potable, est interdite. En conséquence, les interconnexions par vannes ou robinets seront supprimées et remplacées par des raccords souples. Les installations et appareils de distribution destinés à l'abreuvement des animaux, ne devront pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, d'entraîner, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau d'eau potable.

Toutes les parties de l'établissement, les ustensiles, les récipients et tous autres objets utilisés sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Les litières et les fientes sont convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeurs et de poussières.

Entre chaque bande de volailles, les bâtiments sont nettoyés, désinfectés et un vide sanitaire est réalisé.

Article 6 : Toutes les parties des bâtiments sont convenablement ventilées. Toutes mesures efficaces sont prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

Article 7 : L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Article 8 : Le fumier n'est pas stocké sur place. Il est soit épandu directement, soit stocké sur la parcelle d'épandage. En cas de stockage du fumier sur le site d'épandage, il sera recouvert immédiatement d'une bâche pour éviter tout lessivage.

Son entreposage ne pourra avoir lieu à moins de 50 mètres de toute habitation, à 35 mètres des cours d'eau, 50 mètres des points d'eau utilisés pour la consommation, 5 mètres des routes et fossés.

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et des déjections et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou de tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau ci-dessous :

	DISTANCE minimale (en mètres)
Réalisation d'un traitement ou mise en oeuvre d'un procédé atténuant les odeurs.	50
Fumiers après stockage de deux mois dans l'installation et fientes à plus de 65 % de matière sèche.	50
Autres cas	100

Les épandages sur terres nues devront être suivis d'un enfouissement sous vingt quatre heures.

La surface totale d'épandage sera de 313,1 hectares dont :

- 102,5 hectares sont exploités par l'EARL STEVI,
- 41,2 hectares mis à disposition par Monsieur Jean BLY, la Garrelière à LEGE
- 169,4 hectares mis à disposition par le GAEC de la CERNETIERE des LUCS SUR BOULOGNE (département de la Vendée).

La liste des parcelles et les plans d'épandage sont annexés à cet arrêté.

L'exploitant déclarera au préfet les modifications du plan d'épandage.

Article 9 : Les déjections ne subissant pas de traitement, l'épandage sera réalisé dans les conditions suivantes :

Les effluents liquides et les déjections solides de l'élevage seront soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non traités est interdit.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organiques et minérales, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiendront compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures. Ils ne pourront en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur les prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) 350 kg à l'hectare par an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg à l'hectare par an ;
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

Ils seront établis à partir d'un bilan global de fertilisation annuel et raisonné.

L'exploitant déclarera au préfet les modifications notables du plan d'épandage.

Le département de la Loire-Atlantique étant classé en zone vulnérable, définie au titre du décret n° 93-1038 du 27 août 1993, relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, les apports d'azote organique ne peuvent en aucun cas dépasser :

- 170 kg par hectare de surface agricole utile épandable et par an.

Les cultures de légumineuses ne recevront aucun apport azoté.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne sera dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers,
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade et des plages,
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles sauf dérogation liée à la topographie,
- à moins de 35 mètres des berges et des cours d'eau,
- pendant les périodes de forte pluviosité,
- pendant les périodes où le sol est gelé,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,
- à l'aide de dispositif d'aéro-aspiration générant des brouillards fins,

- sur des terrains à forte pente.

L'épandage des effluents liquides est interdit pendant les périodes où le sol est gelé ou abondamment enneigé.

Programme d'action de la Directive Nitrates :

L'exploitant est en outre tenu de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2003 relatif au troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

Article 10 : Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et comporte les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation relatif à l'azote et au phosphore, réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement,
- les dates d'épandage,
- les volumes et les quantités d'azote et de phosphore épandus, toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices,
- la nature des cultures,
- le délai d'enfouissement,
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Des analyses de sol sont réalisées sur un échantillon représentatif du plan d'épandage pour déterminer sa teneur en phosphore, tous les 5 ans.

Article 11 : Les déchets de l'exploitation et notamment les emballages, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur. En aucun cas ces déchets ne sont incinérés sur l'exploitation.

Article 12 : Les cadavres sont stockés dans un congélateur en attendant leur ramassage par le camion d'équarrissage.

Article 13 : Le niveau sonore des bruits émis par les équipements ne devra pas excéder les seuils fixés par l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées. Il est complété par les dispositions suivantes:

- le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne devra pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence devra rester inférieure aux valeurs suivantes,

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures

<i>Durée cumulée d'apparition du bruit particulier T</i>	<i>Emergence maximale admissible en dB (A)</i>
T < 20 minutes	10
20 minutes < T < 45 minutes	9
45 minutes < T < 2 heures	7
2 heures < T < 4 heures	6
T > 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq .

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation restera inférieure aux valeurs fixées ci-dessus en tout point de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention susceptibles d'être utilisés à l'intérieur de l'installation devront être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage tel que sirènes, avertisseurs ou haut-parleurs est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 14 : Les bâtiments sont construits en matériaux au minimum "moyennement inflammables", la couverture étant en matériaux incombustibles.

Le chauffage des éleveuses devra être assuré depuis une chaufferie isolée des locaux d'élevage par des cloisons en maçonnerie et n'ayant aucune communication avec eux, sauf emploi de chauffage au radiant gaz.

Les installations électriques sont réalisées selon les prescriptions de la norme NF C 1500 relatives aux locaux humides présentant des risques d'incendie et les installations au gaz sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 15 : *Incendie - Moyens de secours*

La défense d'incendie de l'exploitation est assurée par un étang de 5000 m² situé à 80 mètres des bâtiments et par deux poteaux d'incendie normalisés situés dans un rayon de 400 mètres de l'élevage.

Chaque bâtiment est équipé d'extincteurs.

Article 16 : Un bilan décennal de fonctionnement sera adressé au préfet de la Loire-Atlantique au cours de l'année 2017.

Article 17 : En aucun cas, ni à aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 18 : L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserve du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

Article 19 : *Modifications - transfert - changement d'exploitant et cessation d'activité.*

Article 19 -1 - Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 19 -2 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou une nouvelle déclaration.

Article 19 -3 - Changement d'exploitant

Lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 19 -4 - Cessation d'activité

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêté définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-75 et R. 512-76.

Article 19 -5 - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 20 : *Délais et voies de recours*

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Nantes :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de *deux mois* à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un *délai de quatre ans* à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

Article 21 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du Livre V du code de l'environnement.

Article 22 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LEGE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de LEGE pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de LEGE et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique - Direction de l'Aménagement et de l'Environnement - Bureau de l'Environnement.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'EARL STEVI dans les quotidiens «Ouest France» et «le Courrier du Pays de Retz ».

Article 23 : Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis à l'EARL STEVI qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de cette dernière.

Article 24 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le maire de LEGE, le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le - 5 FEV. 2008

Le PREFET,

Pour LE PREFET,

Le Secrétaire Général


Fabien SUDRY